

Relevé de décisions de la réunion du groupe « Gestionnaire AEP » du 28 janvier 2010

Réunion : groupe « Gestionnaire AEP »

Lieu : Maison de la Région, 1 place du Wacken 67000 Strasbourg

Ordre du jour :

Ouverture de la réunion

Jean-Laurent VONAU , Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE ILL-NAPPE-RHIN, Vice-président du Conseil Général du Bas-Rhin

Le SAGE ILL-NAPPE-RHIN (présentation en annexe 1)

Delphine ROUSSET, Animatrice du SAGE ILL-NAPPE-RHIN

Premiers résultats du questionnaire « producteurs/distributeurs AEP » (présentation en annexe 2)

Christine GUIONIE, Animatrice du SAGE ILL-NAPPE-RHIN

Expérience du SIPEP de Merxheim - Gundolsheim (présentation en annexe 3)

Christian LIDOLFF, Président du SIPEP de Merxheim - Gundolsheim

Sylvia RIBEIRO, Animatrice de la Mission Eau

Participaient à cette réunion présidée par Jean Laurent VONAU, président de la CLE :

M Jean Laurent VONAU, président de la CLE

M Gérard BURGET, maire de Kappelen

M. Laurent SUTTER, maire de Rohrwiller

M Etienne ROECKEL, maire Weyersheim

M. Jeannot SUTTER, adjoint maire Rohrwiller

M Jean Pierre JOST, adjoint Brumath

M. Albert SCHOLER, adjoint maire d'Habsheim

M VOIRIN, adjoint Gueberschwihr

M STRITMATTEN, conseiller municipal Wittenheim

M Claude WEISS, président SDE La Wantzenau

M. Christian LIDOLFF, Président SIPEP Merxheim Gundolsheim

M. Jean Marc LOETSCHER, vice président, SIVU eau Hard bassin potassique

M Jean VALLON, cc pays Ried Brun

M Maurice BARTHOLOME, président SIEBM

M Claude GERBER, syndicat de l'eau de Sundhouse

M Marc DRESSLER, président UME Erstein

M Bernard WENDLING, Chambre agriculture 67

M Jean WENCKER, VP Alsace Nature

M Patrice JUNDT, DG SIE Ottmarsheim, Hombourg Niffer

M Jean-Marc MATTEN, responsable environnement, com com du Pays de Ste Odile

M Jean Claude KENNEL, secrétaire SIE Basse Moder

M. CHANVILLARD, usine municipales d'Erstein

Mme Geneviève RABUT, SIE Ottmarsheim

Mme Sylvia RIBEIRO, animatrice coordinatrice Mission eau, SIPEP Merxheim Gundolsheim

Mme Elsa MEYER SCHOPKA, animatrice coordinatrice Mission Eau, ville de Mulhouse

M Jean Marie MERCKLING, DGS Rouffach

M. Adrien BERTHIER, SAE Strasbourg sud

M Alain SCHMITT, chef de service ouvrages eau potable, SDEA

M Didier ROUSSEL, directeur des ST Bischwiller

M Bernard PITOISET, technicien comcom basse Zorn

M Eric KOBES chef des services eau Haguenau

M Claude GOUTTE, DSTA ville Wittenheim

M Mathieu HERRGOTT, chargé de mission, com com de Cernay et environs

M. Fernand SCMINCK, DST, com com de Cernay et environs

M. Olivier LABORIE, directeur EBE

M. Georges WEBER, responsable études et travaux, com com de la Région de Molsheim, Mutzig

M Régis QUARREN, directeur FREDON

M Michel HERR, directeur APRONA

Mme Lucienne GARTNER, Conseil régional Alsace.

M Pierrick BRETECHE, responsable SATEP CG 68

Mme Virginie GYORS, SRTEP CG 68

M Jean WIEDERKEHR, DDASS 68

M Hervé CHRETIEN, service santé environnement, DDASS 67

M Fabien POTIER, chargé d'affaires, agence de l'eau Rhin Meuse.

Mme Delphine ROUSSET et Christine GUIONIE, animatrices du SAGE Ill Nappe Rhin.

Suite aux présentations de Delphine Rousset et Christine Guionie, une discussion permet aux gestionnaires d'eau potable d'exprimer leurs attentes vis-à-vis de ce groupe.

M Etienne ROECKEL, maire de Weyersheim, demande des informations sur l'état et l'évolution de la qualité de la nappe chacun dans leur secteur. Il demande aussi si les mesures prises ont permis d'améliorer la situation et quels sont les coûts des investissements faits par les différentes collectivités.

M BURGET, maire de Kappelen, rappelle que le recours à l'interconnexion est une solution transitoire, une fuite en avant et que la priorité est de reconquérir les endroits pollués.

Mme MEYER SCHOPKA, animatrice coordinatrice de la Mission Eau portée par la ville de Mulhouse, excuse M Finck et rapporte ses attentes : « dans la vallée de la Doller il y a eu des retournements de jachères. Ce groupe de travail pourrait **élaborer des outils pour le changement durable des pratiques agricoles** ».

M VONAU ajoute que les accords avec les agriculteurs ne devraient se faire qu'à travers des contrats de longue durée. Il rappelle que ce ne sont pas des mesures contre les agriculteurs et que ces mesures touchent tout le monde et sont dans un intérêt commun.

M WIEDERKEHR, DDASS 68, répond qu'il connaît bien les problèmes de retournement des terres et rappelle que les collectivités ont le droit de préempter et peuvent acquérir des terres sur lesquelles elles peuvent imposer les cultures.

Il ajoute que l'objectif d'avoir une eau potable sans traitement est louable, mais en ne finançant plus les traitements on incite à l'interconnexion. Des secteurs de plus en plus grands sont donc alimentés par une seule ressource ... qui peut aussi se dégrader.

M BURGET ajoute que le financement du traitement est une arme à double tranchant, une fuite en avant, et qu'il n'y a plus besoin de la protéger si on traite.

M HERR, directeur de l'APRONA, informe qu'un inventaire de la qualité de la nappe est réalisé tous les 5 ans par la Région Alsace.

Mme GARTNER, Région Alsace, ajoute que tous les ans des mesures sont aussi faites par la DREAL (ex Diren) sur une quarantaine de points.

M SCHMINCK demande si nous avons convié au groupe de travail les structures s'occupant de l'assainissement.

Mme GUIONIE répond que non, seuls les producteurs et distributeurs d'eau potable ont été conviés à cette réunion.

M JOST, adjoint au maire de Brumath, demande s'il y a une coopération transfrontalière avec le Pays de Bade.

M VONAU répond que tout transite par la préfecture et cite l'exemple du Polder sur la rive droite du Rhin.

M WENCKER, Alsace Nature, rappelle que le polder sert à la lutte contre l'inondation et que la France a toujours su officiellement ce qui se passe pour ces polders. Il ajoute que les producteurs d'AEP siègent au comité de Bassin de l'AERM, et que le débat sur l'AEP est actuel au comité de Bassin. Enfin il évoque le problème de la non durabilité des mesures volontaires et termine en précisant que selon lui seul le réglementaire peut avoir un effet.

M. CHANVILLARD, usine municipales d'Erstein, évoque les problèmes de pollutions par la CCl4 puis par du fuel dans un puits incendie rencontrés sur sa commune. Il demande que ce groupe soit un lieu d'échanges sur la potabilisation, les procédures judiciaires ... dans le cas d'incidents comme ceux-ci. Il précise que sur son secteur, 20 000 habitants sont alimentés en eau potable par une seule ressource dans la Plaine et qu'il serait intéressant de travailler sur une politique globale de sécurisation des captages.

Enfin il s'interroge sur le développement des puits individuels pour l'AEP et les pompes à chaleur et leur impact sur la qualité de l'eau.

M GERBER, syndicat de l'eau de Sundhouse, évoque la tendance actuelle à privilégier l'infiltration des eaux de pluie et se demande s'il n'y a pas un risque de bombe à retardement. Il rappelle que pendant longtemps on collectait les eaux de pluie.

M VALLON, cc pays Ried Brun, informe qu'ils produisent une eau sans traitement mais se questionne sur l'alerte vis-à-vis des pollutions bactériologiques.

M WIEDERKEHR, DDASS 68, répond qu'à Mulhouse l'eau est aussi distribuée sans traitement, mais que cela nécessite une surveillance 24h/24, tous les jours et donc des moyens humains conséquents.

M BURGET, maire de Kappelen, informe qu'ils ne traitent pas non plus l'eau et précise que pour cela il faut nettoyer régulièrement les réservoirs. Il ajoute qu'il existe une collaboration avec Bale dans le cadre de l'Eurodistrict et qu'il existe donc une surveillance tri nationale.

M POTIER, Agence de l'eau Rhin Meuse, rappelle que la Loi Grenelle permet des dispositifs de protection des captages sous la forme de volontariat mais que s'il n'y a pas assez d'engagements on rentrera dans le dispositif ZSCE qui imposera des choses. Il ajoute que pour le moment on est dans du volontariat. Il informe que dans le Bas Rhin il y a un groupe « le protocole 67 » constitué du Conseil Général 67, de la Chambre d'agriculture 67, de la Mission Eau de Haguenau, du SAGE et des services de l'Etat qui travaille sur l'élaboration d'un programme d'actions volontaires. Il ajoute enfin que dans les Missions Eau on essaie de développer aussi du volontaire.

M WENDLING, Chambre d'agriculture 67, informe qu'il est venu pour écouter et rappelle que l'on est dans une approche régionale pour l'agriculture. Il ajoute qu'ils ont donné leur accord pour le « protocole 67 ». Il ne pense pas que le réglementaire pur et dur réglera le problème. Il ajoute enfin qu'il faut raisonner à une grande échelle : celle de l'aire d'alimentation d'un captage.

M BRETECHE, responsable SATEP CG 68, rappelle que dans le Haut Rhin, il existe la démarche GERPLAN qui touche 25 structures intercommunales et que ces Gerplan soutiennent le maintien des surfaces en herbe.

M. LIDOLFF, Président du SIPEP de Merxheim – Gundolsheim et Mme RIBEIRO, animatrice de la Mission Eau, présentent comment ils ont reconquis la qualité de l'eau dans leur secteur grâce à une action partenariale et volontaire.

M VONAU conclue que la reconquête de la qualité de l'eau est possible et que tout passe par l'information. En voulant une eau potable sans traitement, on met la barre haute mais il faut être optimiste.

Il informe qu'il est prévu que ce groupe se réunisse 3 à 4 fois par an et que la prochaine réunion devrait avoir lieu en avril 2010.